

## Liste des objets en attente de traitement

Etat au 20 juin 2013

DEPARTEMENT DE LA SECURITE ET DE L'ENVIRONNEMENT

	Objets	Commentaire
1.	(10) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 31 octobre 2006 sur la police des chiens et  Rapport intermédiaire du Conseil d'Etat sur la motion Pierre Zwahlen et consorts limitant à dix jours le délai de recours concernant le séquestre d'animaux en fourrière (10_MOT_107) et  Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jérôme Christen intitulée "Quelle évolution pour la Loi sur la Police des chiens ?" (11_INT_610)	<b>En attente d'un EMPL complémentaire</b>
2.	(62) Exposé des motifs et projet de décret autorisant le Conseil d'Etat à adhérer à la Convention du 5 octobre 2012 portant révision du concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité	<b>CTAFE</b> <b>Séance de commission le 28.05.13</b>
3.	(65) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 9'097'000.- pour financer la 1e étape de la modernisation du système d'information de la Police cantonale vaudoise	<b>CTSUF</b> <b>Séance de commission le 02.07.13</b>
4.	(69) Exposé des motifs et projet de décret autorisant le Conseil d'Etat à adhérer à la révision du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives et  Projet de loi modifiant la loi d'application du 17 novembre 2009 du concordat du 15 novembre 2007 instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives	<b>Séance de commission le 04.07.13</b>
5.	(12_MOT_016) Motion Alexis Bally et consorts concernant la collecte sélective des déchets dans les grands centres commerciaux	<b>Séance de commission le 21.03.13</b> <b>Rapport en attente M. Buffat</b>
6.	(13_POS_022) Postulat Raphaël Mahaim et consorts - Récompenser le dépôt de plaques ( <b>DSE</b> )  (13_POS_020) Postulat Raphaël Mahaim et consorts – Encourager le covoiturage ( <b>DIRH</b> )  (13_POS_023) Postulat Olivier Epars et consorts - Vélos dans les transports publics, stoppons l'hypocrisie ( <b>DIRH</b> )	<b>Séance de commission le 30.05.13</b>
7.	(11_PET_089) Pétition pour le respect de la loi suisse sur la protection des animaux et ce pour tous les chiens y compris les molosses	<b>RC ok le 08.10.12</b>

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
8.	<p>(28) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi vaudoise sur l'énergie (LVLEne) du 16 mai 2006 et</p> <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Bernard Borel pour une notation énergétique des logements et</p> <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Olivier Français concernant la construction d'usines-barrages sur le Rhône à Bex-Massongex et Illarsaz</li> <li>- Groupes des VER SOC AGT et AdC : Projet de centrale électrique thermique au charbon - un projet du passé</li> <li>- Claude-Eric Dufour demandant si le potentiel énergétique des eaux usées est judicieusement utilisé</li> <li>- Yves Ferrari au nom du groupe des Verts pour un green new deal vaudois dans le domaine énergétique</li> <li>- Alexis Bally a nom du groupe des Verts intitulé "Pour un canton solaire"</li> <li>- Régis Courdesse et consort concernant une fiscalité écologique pour l'électricité renouvelable</li> <li>- Isabelle Chevalley demandant la modification du règlement d'application de la loi sur l'énergie visant à restreindre l'usage du mazout comme moyen de chauffage</li> <li>- Vassilis Venizelos demandant l'inscription dans la loi d'une conception cantonale en matière d'énergie</li> <li>- Yves Ferrari : après le peuple, le Grand Conseil, le Conseil d'Etat aura-t-il enfin une politique énergétique en faveur des renouvelables ?</li> <li>- Régis Courdesse demandant une fiscalité pour encourager l'assainissement énergétique des bâtiments</li> <li>- Jacques Perrin et consorts pour la création d'une coopérative solaire permettant d'encourager la pose de capteurs photovoltaïques</li> <li>- Fabienne Freymond Cantone pour une augmentation substantielle de la production d'énergies renouvelables dans le canton de Vaud</li> <li>- Philippe Martinet et consorts pour un plan d'action rapide conduisant à mieux utiliser l'énergie</li> </ul>	<b>RC ok le 14.05.13</b>
9.	(13_INT_098) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Brigitte Crottaz et consorts - La récolte du PET va-t-elle disparaître dans les eco-points ?	
10.	(13_INT_088) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Raphaël Mahaim - Taxe poubelles, dispositif de financement communal et mesures sociales d'accompagnement : le diable se cache dans les détails !	
11.	(13_INT_086) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Denis Rubattel et consort - Le Gros-de-Vaud va-t-il devenir le dépotoir de notre canton ?	
12.	(13_INT_093) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Michel Collet - Où se situera la prochaine décharge contrôlée bioactive DCB ?	
13.	(13_INT_102) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alette Rey-Marion - Fraude à la viande chevaline : les consommateurs 100% pigeons !	

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
14.	(13_INT_103) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Dominique-Ella Christin et consorts - Régionalisation des STEPS et lutte contre les micropolluants : quelle stratégie pour la suite ?	
15.	(13_INT_089) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Yves Ferrari - Accompagner la taxe poubelle : favoriser le tri sélectif et la valorisation du plastique	

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
16.	(36) Exposé des motifs et projet de décret autorisant le Conseil d'Etat à dénoncer la Convention intercantonale du 31 mai 2001 relative à la Haute Ecole de Théâtre de Suisse romande (HETSR)	<b>CTAFE</b> <b>Séance de commission le 16.04.13</b> <b>Rapport en attente</b> <b>R. Mahaim</b>
17.	(58) Exposé des motifs et projet de loi sur la vie culturelle et la création artistique (LVCA) et  Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil - sur le postulat Philippe Ducommun et consorts "Mise en oeuvre d'une loi cantonale sur l'encouragement des activités culturelles, - sur le postulat Olivier Forel et consorts demandant un rapport sur la politique culturelle alternative et non subventionnée dans le canton, et Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Anne Papilloud "Les gens l'appellent l'idole des jeunes (il en est même qui l'envient)"  (59) Exposé des motifs et projets de lois sur le patrimoine mobilier et immatériel (LPMI) et modifiant - la loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS), - la loi sur la presse (LPresse) et  Rapport du Conseil d'Etat sur le postulat du Groupe radical et consorts "Pour un plan directeur de la muséographie dans le Canton de Vaud (08_POS_044)	<b>Dernière séance de commission le 20.09.13</b>
18.	(68) Exposé des motifs et projet de décret sur le Plan stratégique pluriannuel 2012-2017 de l'Université de Lausanne	<b>Séance de commission le 12.07.13</b>
19.	(70) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit-cadre de CHF 8'321'000.- destiné à financer la mise à niveau du réseau informatique pédagogique des Gymnases et des Ecoles professionnelles	<b>RC ok le 11.06.13</b>
20.	(13_POS_027) Postulat Jacques-André Haury demandant un rapport sur les missions confiées par le Conseil d'Etat à l'UNIL en matière de formation médicale	<b>RC ok le 18.06.13</b>
21.	(13_POS_028) Postulat Jacques Neiryck relatif à la HEP - garantir la qualité de l'enseignement, améliorer le statut des étudiants, faire des économies par l'élimination d'un double emploi	<b>Séance de commission le 21.06.13</b>
22.	(13_POS_031) Postulat Rebecca Ruiz et consorts demandant une promotion continue de la formation continue	<b>Séance de commission le 11.07.13</b>

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
23.	<p>(408) Exposé des motifs et projets de lois</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur la préservation du parc locatif vaudois (LPPL),</li> <li>- modifiant la loi du 6 mai 2006 sur l'énergie et</li> </ul> <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur le postulat Jean-Michel Dolivo et consorts pour renforcer les droits des locataires dans la loi concernant la démolition, la transformation et la rénovation de maisons d'habitation ainsi que l'utilisation de logements à d'autres fins que l'habitation (LDTR) (09_POS_156) et</li> <li>- sur le postulat Frédéric Borloz au nom du groupe radical relatif au logement et demandant de dépasser le statu quo pour le bien des locataires et des propriétaires (09_POS_157)</li> </ul>	<p><b><i>En attente d'une nouvelle séance de commission</i></b></p>
24.	<p>(37) Exposé des motifs et projet de lois</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- modifiant la loi du 8 mai 2007 sur le Grand Conseil et</li> <li>- modifiant la loi du 12 la loi d'organisation judiciaire</li> </ul>	<p><b><i>CTAFJ Séance de commission le 25.03.13 Rapport en attente N. Mattenberger</i></b></p>
25.	<p>(64) Exposé des motifs et projet de décret pour la troisième adaptation du Plan directeur cantonal</p>	<p><b><i>Dernière Séance de commission le 20.08.13</i></b></p>
26.	<p>(12_MOT_007) Motion Catherine Labouchère et consorts concernant le plan directeur cantonal (PDCn) - modification de la mesure A12</p>	<p><b><i>RC maj. ok. le 23.05.13 RC min. ok le 07.05.13</i></b></p>
27.	<p>(12_MOT_013) Motion Guy-Philippe Bolay et consorts concernant le logement - Favorisons la densification grâce au maintien du Plan partiel d'affectation (PPA)</p>	<p><b><i>Séance de commission le 14.02.13 En attente que le projet de modification de la LATC soit passé devant le CE</i></b></p>
28.	<p>(12_MOT_014) Motion Jean-Michel Dolivo et consorts - Les locataires ne doivent plus perdre tous leurs droits dès lors qu'ils n'ont pas pu être présents à une audience de la Commission de conciliation !</p> <p>(12_POS_011) Postulat Anne Baehler Bech et consorts concernant le fonctionnement de l'Ordre judiciaire - pour une plus grande souplesse</p>	<p><b><i>RC ok le 13.03.13</i></b></p> <p><b><i>RC ok le 28.05.13</i></b></p>
29.	<p>(13_MOT_019) Motion Régis Courdesse et consorts concernant l'art. 61b LATC (nouveau) - Coordination avec la LICom</p>	<p><b><i>RC ok le 19.06.13</i></b></p>
30.	<p>(13_MOT_020) Motion Mathieu Blanc et consorts - Interdisons efficacement la mendicité organisée!</p>	<p><b><i>Séance de commission le 16.05.13</i></b></p>

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
31.	(12_POS_014) Postulat Pierre Volet et consorts - Allongement des délais de permis de construire dans le canton, une mesure complémentaire à la simplification des procédures  Postulat Régis Courdesse et consorts afin de définir l'ordre de priorité de la compensation des SDA - la pérennisation des SDA dans les zones intermédiaires avant la reconversion des zones à bâtir	<b>Séance de commission le 28.03.13</b>  <b>Rapport en attente J.-R. Yersin</b>
32.	(13_POS_030) Postulat Rebecca Ruiz et consorts demandant de renforcer l'aide aux victimes	<b>Séance de commission le 01.07.13</b>
33.	(12_INT_058) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alice Glauser - Extension future du Centre de Détention de la Croisée, qualité exigée !	
34.	(11_INT_644) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Guy-Philippe Bolay - Installations commerciales à forte fréquentation (ICFF) - Une stratégie pour supprimer toute extension commerciale dans le canton?	
35.	(13_INT_096) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alice Glauser - Qui construit donc l'extension de la Croisée ?	

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
36.	(42) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Catherine Labouchère et consorts - Pour la création d'un observatoire permanent de la profession médicale dans le canton	<b><i>En attente d'information complémentaire du CE (automne 2013)</i></b>
37.	(46) Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit d'investissement de CHF 106.6 millions pour la construction d'un nouveau bâtiment et la rénovation partielle du bâtiment 20 (bâtiment actuel de psychiatrie de l'âge avancé) sur le site de Cery, permettant le relogement des services psychiatriques de l'adulte et de l'âge avancé ainsi que la création de trois nouvelles entités (Etablissement de réhabilitation sécurisé pour adultes [ERS], Unité de soins psychiatriques fermée pour mineurs [USPFM], Unité d'hospitalisation psychiatrique de crise pour patients souffrant d'un handicap mental [UPCHM])	<b><i>RC ok le 13.06.13</i></b>
38.	(56) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Catherine Labouchère intitulé Travail précédant l'aide sociale, une mesure adéquate pour notre canton	<b><i>Séance de commission le 31.05.13</i></b>
39.	(57) Exposé des motifs et projet de décret reconnaissant comme institution de prévoyance de droit public la Caisse intercommunale de pensions (DCIP)	<b><i>RC ok le 19.06.13</i></b>
40.	(13_MOT_018) Motion Nicolas Rochat et consort pour l'intégration des primes excédentaires et le gel des versements vaudois à la péréquation financière	<b><i>Séance de commission le 16.04.13 Travaux de la commission suspendus, en attente d'une décision fédérale</i></b>
41.	(12_POS_017) Postulat Axel Marion et consorts - Quelle politique vaudoise en faveur de la classe moyenne	<b><i>RC ok le 20.06.13</i></b>
42.	(13_POS_018) Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts demandant si le canton de Vaud réhabilitera les personnes détenues administrativement entre les années 1930 et 1980	<b><i>RC ok le 28.05.13</i></b>
43.	(63) Exposé des motifs et projet de décrets autorisant le Conseil d'Etat à transférer la garantie de l'Etat pour l'emprunt contracté par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la Fondation de l'Hôpital du district de Lavaux, afin de financer les travaux de rénovation de l'Hôpital de Lavaux, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- la Fondation de l'Asile des aveugles afin de financer la transformation et la rénovation, de l'Hôpital ophtalmique, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- l'Association de l'Hôpital de zone de Nyon afin de financer la transformation de l'Hôpital de zone de Nyon, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- la Fondation du Levant afin de financer la construction de deux bâtiments destinés à regrouper et développer les activités de la Fondation du Levant, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- l'Association d'hôpitaux de la zone hospitalière VII afin de financer des travaux d'entretien à l'Hôpital de Payerne, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> </ul>	<b><i>COFIN Séance de commission le 13.06.13</i></b>

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
44.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'Association d'hôpitaux de la zone hospitalière VII afin de financer la transformation et l'agrandissement de l'Hôpital de zone de Payerne, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- l'Association Ensemble hospitalier de la Côte (EHC) afin de financer les emprunts garantis précédemment en faveur de l'ancien Hôpital de zone de Morges, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- l'Association du Centre de soins et de santé communautaire du balcon du Jura vaudois afin de financer les emprunts garantis précédemment en faveur de l'hôpital de Sainte-Croix, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- l'Association de l'Hôpital du Chablais afin de financer les emprunts garantis précédemment en faveur de l'Hôpital d'Aigle, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- la Fondation Mont Riant afin de financer les concours et les études d'un nouvel EMS dans le cadre du programme PIMEMS, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- l'Association de l'Hôpital de Nyon afin de financer les travaux urgents de maintenance, de restructuration et d'agrandissement à l'Hôpital de Nyon, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- les eHnv - Etablissements Hospitaliers du Nord Vaudois afin de financer les travaux urgents de maintenance, de restructuration et d'agrandissement à l'Hôpital d'Yverdon les Bains, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- l'Ensemble hospitalier de la Côte (EHC) afin de financer les travaux d'extension et de réaménagement ainsi que de maintenance à l'Hôpital de Morges, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- la Fondation Silo afin de financer les travaux d'extension et de transformation de la Fondation Silo pour l'établissement médico-social (EMS) privé reconnu d'intérêt public Silo à Echichens, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- la Fondation des Hôpitaux de la Riviera afin de financer les travaux urgents de maintenance et de restructuration à l'Hôpital de Montreux, à l'Hôpital du Samaritain à Vevey et à l'Hôpital de Mottex à Blonay, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- les eHnv - Etablissements Hospitaliers du Nord Vaudois afin de financer les emprunts garantis précédemment en faveur du "Centre hospitalier Yverdon - Chamblon (CHYC)" et du "Réseau de soins hospitaliers St-Loup, Orbe, La Vallée (resHo)", en cas de changement du débiteur</li> <li>- la Fondation des Hôpitaux de la Riviera afin de financer les emprunts garantis précédemment en faveur de l'ancien Hôpital du Samaritain à Vevey, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- l'Association La Paix du Soir afin de financer la construction du nouvel EMS La Paix du Soir au Mont-sur-Lausanne, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- l'Association EMS Clair Vully afin de financer la construction du nouvel EMS Clair Vully à Salavaux, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- la Fondation Contesse afin de financer la construction du nouvel EMS Contesse à Croy, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> </ul>	

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la Fondation de l'Orme afin de financer la construction du nouvel EMS de l'Orme II à Lausanne, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- la Fondation Donatella Mauri afin de financer la construction du nouvel EMS Donatella Mauri à Romanel-sur-Lausanne, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- la Fondation La Primerose, établissement sanitaire reconnu d'intérêt public, pour financer l'acquisition de deux parts de propriété par étages destinées à accueillir le nouvel établissement médico-social de la Vernie à Crissier, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> <li>- la Fondation Plein Soleil afin de financer la 1ère étape de construction de son nouveau bâtiment pour héberger des handicapés physiques atteints de maladies neurologiques</li> <li>- la Fondation Bois-Gentil afin de financer la construction du nouvel EMS Bois-Gentil 2 à Lausanne, en cas de changement du débiteur de l'emprunt</li> </ul>	
45.	(12_INT_079) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc Oran et consorts - Les médecins spécialistes ne sont-ils pas aussi qualifiés que les généralistes ?	

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
46.	(309) Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du ..... à la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion des députés Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler" - Régler la question une fois pour toutes.	<b>2ème débat (lié au rapport compl. 384) En attente d'un rapport complémentaire du CE Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08</b>
47.	(384) Rapport complémentaire à l'Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du..... A la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion du député Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite " Metzler " - Régler la question une fois pour toutes.	<b>RC maj. + min. ok le 08.06.11 Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08</b>
48.	(375) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les requérants d'asile déboutés qui n'ont pas été mis au bénéfice d'une admission provisoire dans le cadre de l'examen de leur situation sous l'angle de la circulaire du 21 décembre 2001 et  Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : Gérard Bühlmann, Georges Glatz, Michèle Gay Vallotton et Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations : Jean-Yves Pidoux, Josiane Aubert, Nicolas Mattenberger, Jaqueline Bottlang-Pittet, Mireille Aubert, Anne Weill-Lévy, Roger Saugy, Michèle Gay Vallotton, Rauger Saugy et  Réponse du Conseil d'Etat à la question Massimo Sandri, à la pétition de la Coordination Asile contre les renvois des 523 requérants, à l'appel des professionnels de la santé en faveur des requérants déboutés.	<b>RC maj. + min. ok le 13.05.11  Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08</b>
49.	(63) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'EMPD créant le décret du ... à la suite du renvoi au Conseil d'Etat sur la motion Serge Melly (05_MOT_095) et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler". Régler la question une fois pour toutes (2ème rapport complémentaire)	<b>RC ok Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08</b>
50.	(50) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'évaluation de la loi sur l'aide aux requérants d'asile et à certaines catégories d'étrangers (LARA) du 7 mars 2006	<b>Séance de commission le 11.06.13</b>
51.	(13_POS_021) Postulat Martial de Montmollin et consorts demandant si le télétravail dans l'économie privée est une piste pour nos infrastructures de transports	<b>RC ok le 28.05.13</b>
52.	(13_POS_032) Postulat Samuel Bendahan et consorts - Pour une promotion ambitieuse de l'économie réelle, pour toutes les entreprises	<b>Séance de commission le 27.06.13</b>
53.	(13_POS_033) Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts - Davantage de protection pour les employé-e-s de l'économie domestique !	<b>Séance de commission le 08.07.13</b>

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
54.	(13_INT_100) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Claude-Alain Voiblet - Paris sur les résultats sportifs et tricherie, l'Etat ne doit pas soutenir les tricheurs !	
55.	(13_INT_092) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Sylvie Podio et consorts - Sleep-in à Morges, la précarisation des requérants d'asile déboutés, un objectif pour le Conseil d'Etat ?	

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
56.	<p>(60) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 11 décembre 1990 sur les transports publics et</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit cadre de CHF 13'300'000.- pour financer des subventions aux communes portant sur les mesures en faveur des deux-roues figurant en liste A des projets d'agglomération et</li> </ul> <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur le postulat Pierre Zwahlen : pour la promotion de l'usage du vélo dans le canton, nouveau tour de roue en faveur du développement durable</li> <li>- sur le postulat Alexis Bally : des bâtiments accueillants pour les vélos</li> <li>- sur la motion Grégory Devaud et consorts : pour des bandes ou des pistes cyclables lors de toute nouvelle construction, réfection et correction de routes cantonales</li> <li>- sur la motion Alexis Bally : que faire pour que la mobilité douce se développe vraiment</li> <li>- sur le postulat Marc-Olivier Buffat : pour une vision politique claire en matière de soutien et de subventionnement en faveur de la Compagnie générale de navigation sur le Léman</li> <li>- sur le postulat Frédéric Haenni : pour une réforme globale et cohérente du financement des transports lacustres de nos différents lacs</li> </ul>	<p><b>CTITM</b> <b>Séance de commission le 23.05.13</b></p>
57.	<p>(61) Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit d'investissement de CHF 8'631'500.- destiné à financer la mise en place de mesures de diminution du risque et du pilotage de la sécurité des SI au sein de la DSI</p>	<p><b>CTSYF</b> <b>Séance de commission le 18.06.13</b></p>
58.	<p>(67) Exposé des motifs et projets de décret</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- accordant à la compagnie du chemin de fer Lausanne - Echallens - Bercher SA (LEB), aux Transports de la région Morges - Bière - Cossonay SA (MBC), aux Transports Montreux - Vevey - Riviera SA (MVR), à la Compagnie du chemin de fer Nyon - St-Cergue - Morez SA (NStCM) et aux Transports Vallée-de-Joux - Yverdon-les-Bains - Sainte-Croix SA (Travys) une garantie de l'Etat de 157.7 millions de francs pour l'acquisition de matériel roulant et</li> <li>- accordant au Conseil d'Etat un crédit-cadre de 144.7 millions de francs pour l'octroi de prêts conditionnellement remboursables aux chemins de fer privés concernant les contributions d'investissement destinées à l'infrastructure (3e crédit-cadre cantonal) et</li> </ul> <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Albert Chapalay et consorts demandant au Conseil d'Etat de présenter un rapport explicite sur les besoins d'équipement en matériel roulant et aussi pour les infrastructures des chemins de fer privés avec, notamment, un plan d'investissement adapté</p>	<p><b>CTITM</b> <b>Séance de commission le 27.06.13</b></p>

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
59.	<p>(71) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE) et</p> <p>Rapport du Conseil d'Etat sur la mise en oeuvre de la loi sur l'accueil de jour et des enfants (LAJE) selon article 61 LAJE et</p> <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la motion Nuria Gorrite "demandant que l'Etat de Vaud finance la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) de façon équitable, transparente, lisible dans la durée et conforme aux engagements pris"</li> <li>- le postulat Bernard Borel "Risques de voir l'application de la loi sur l'accueil de jour des enfants de devenir une jungle coûteuse dans laquelle les familles se perdent, surtout celle de la classe moyenne"</li> </ul>	<p><b>CTPOF</b>  <b>Séance de commission le</b>  <b>08.07.13</b></p>
60.	<p>(13_POS_024) Postulat Christelle Luisier Brodard et consorts - Désenclaver la Broye et assurer une liaison rapide vers Fribourg et Berne</p>	<p><b>Séance de commission le</b>  <b>31.05.13</b></p>
61.	<p>(12_INT_078) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Marc Chollet et consorts - Fermeture du guichet de la gare de Moudon, le Conseil d'Etat regardera-t-il passer les trains sans réagir ?</p>	

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
62.	(44) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les affaires extérieures du Canton de Vaud 2012	<b>RC ok le 13.06.13</b>
63.	(48) Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit d'investissement de CHF 1'210'000.- pour le renouvellement du système d'information du Centre d'édition de la CADEV	<b>RC ok le 15.05.13</b>
64.	(51) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 35 millions pour le projet commun EPFL/UNIL à la réalisation du bâtiment Neuropolis dans le cadre d'un financement européen du « Human Brain Project »	<b>Séance de commission le 26.04.13</b> <b>Rapport en attente</b> <b>P. Vuillemin</b>
65.	(53) Exposé des motifs et projet de décret portant sur le dépôt d'une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale lui demandant de réviser la RPT dans le sens d'une meilleure prise en compte des charges des villes centre et de l'introduction d'un indicateur tenant compte du taux d'impôt cantonal et  Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative législative Jean-Michel Favez et consorts au nom du parti socialiste vaudois demandant au Conseil d'Etat vaudois d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin de réviser la RPT dans le sens d'une meilleure prise en compte des charges des villes centre et de l'introduction d'un indicateur tenant compte du taux d'impôt cantonal	<b>CTAFE</b> <b>Séance de commission le 16.04.13</b> <b>Rapport en attente</b> <b>R. Mahaim</b>
66.	(52) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat de la Commission de gestion suite au refus par le Grand Conseil de la réponse à la 3e observation présentée dans le cadre du Département des finances et des relations extérieures (DFIRE) intitulée Centre d'appels téléphoniques (CAT)	<b>COGES</b> <b>Séance de commission le 06.05.13</b>
67.	(66) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit additionnel de CHF 7'550'000 au crédit alloué par décret du 14 septembre 2010 pour le projet SIF, montant destiné au financement des ressources informatiques (développement, interfaces, intégration)	<b>RC ok le 11.06.13</b>
68.	(12_POS_009) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts concernant la réforme de la fiscalité des entreprises vaudoises	<b>RC maj. ok le 10.06.13</b> <b>RC min. ok 21.05.13</b>
69.	(12_POS_015) Postulat Michel Miéville et consorts demandant l'imposition des frontaliers à la source  (13_MOT_017) Motion Jacques Neiryck et consorts - Justice fiscale pour l'imposition à la source	<b>RC ok le 24.05.13</b>  <b>RC ok le 24.05.13</b>
70.	(13_POS_019) Postulat Alexis Bally et consorts sur la déduction fiscale des frais de transport - Un petit pas vers une fiscalité plus écologique	<b>Séance de commission le 13.05.13</b>
71.	(13_POS_025) Postulat Eric Züger et consorts - Economie d'eau potable dans les bâtiments	<b>Séance de commission le 13.05.13</b>

CONSEIL D'ETAT

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
72.	(GC 053) Réponse du Conseil d'Etat aux observations de la Commission de gestion - Année 2012	<b>RC ok le 17.06.13</b>
73.	(GC 054) Réponses du Conseil d'Etat aux observations de la Commission de haute surveillance du Tribunal cantonal - Année 2012	<b>RC ok le 20.06.13</b>

GRAND CONSEIL

	<b>Objets</b>	<b>Commentaire</b>
74.	<p>(GC 056) Exposé des motifs et projet de loi du Grand Conseil modifiant la loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007 et</p> <p>Rapport du Grand Conseil sur la motion François Brélaz et consorts proposant de définir clairement la notion de groupe politique dans la Loi sur le Grand Conseil</p> <p>(GC 057) Exposé des motifs et projet de loi du Grand Conseil modifiant la loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007 et</p> <p>Rapport du Grand Conseil sur la motion Frédéric Grognuz au nom de la Commission des finances proposant une modification de l'article 56a de la loi sur le Grand Conseil</p>	<p><b>CTMOP</b>  <b>Séance de commission le</b>  <b>04.06.13</b></p>

Lausanne, le 20 juin 2013.

Secrétariat général du Grand Conseil